

La Voix de l'Opposition de Gauche

CAUSERIE ET INFOS

Le 10 février 2021

Je ne me vois pas dire à un jeune, tu as la vie devant toi.

Totalitarisme. L'art de nuire délibérément au sort ou aux intérêts des peuples, cela existe vraiment.

- Le terme dystopie a été inventé à la fin du XIXe siècle par John Stuart Mill par opposition au terme d'utopie de Thomas More et ce serait «une utopie négative où la réalité se déroule en termes antagonistes à ceux d'une société idéale».

Les dystopies se situent dans des environnements fermés ou claustrophobes encadrés dans des systèmes pseudo-démocratiques où l'élite dirigeante (l'establishment) se croit investie du droit d'envahir tous les domaines de la réalité dans leurs plans physique et virtuel, n'hésitant pas à restreindre les droits fondamentaux de la citoyenneté et stigmatiser tous les secteurs réfractaires à la doctrine officielle de l'establishment avec un anathème récurrent. (La liberté d'expression est-elle en danger en Espagne? par Germán Gorraiz López (Observateur continental) - Mondialisation.ca, 06 février 2021)

Que des idéologues ou des représentants des classes dominantes oeuvrent à la réalisation d'une dystopie, appellent de leurs voeux l'avènement d'une société basée sur des rapports inhumains ou barbares destinés à faire le malheur de tout un peuple ou de l'humanité est si étranger à un cerveau normalement constitué, qu'on peine à imaginer que cela puisse réellement exister, on refuse de l'admettre ou on préfère se réfugier dans le déni, ce qui ne nous évitera pas d'en être les victimes réduites ainsi à l'impuissance.

La réalité, aussi injuste ou cruelle soit-elle, il faut la regarder en face et non la fuir, d'une manière ou d'une autre nous devons y faire face ou l'affronter, alors autant que ce soit dans les meilleures conditions possibles, même si elles nous sont imposées, saisissons-les pour relever ce défi, au lieu de nous résigner ou sombrer dans le pire opportunisme qui soit, attitudes qui ne profiteront qu'à nos ennemis.

Non, Macron n'a pas commis d'erreurs ou des fautes, au jour le jour il a appliqué la politique que lui ont dictée ses parrains de l'oligarchie.

Oui, Macron, Philippe, Castex, Buzin, Véran, Salomon, etc. ont pris consciemment, délibérément, en connaissance de cause des mesures destinées à nuire à la population, à l'empêcher d'être ou de rester en bonne santé, à précipiter la mort de dizaines de milliers de personnes âgées ou déjà affaiblies par de graves pathologies, alors qu'il existait des traitements pour les soigner, leur éviter une hospitalisation ou les sauver, leur permettre de vivre encore 1 an de plus ou quelques années supplémentaires, à pourrir l'existence du reste de la population, en priorité les jeunes et les tout jeunes enfants, sinon ils n'auraient pas décrété du jour au lendemain qu'une molécule ou un médicament prescrit à plus de 3 milliards d'hommes à travers le monde depuis plus de 50 ans était une substance vénéneuse, l'hydroxychloroquine, et ils ne recommenceraient pas un an plus tard avec l'ivermectine également prescrite dans les mêmes proportions et connue pour ne présenter aucun effet secondaire, aucun danger. Sinon, ils n'auraient pas lock-outé une partie de l'économie, conduit à la faillite des milliers d'entreprises ou de commerces et contraint au chômage des

centaines de milliers de travailleurs sous prétexte de freiner la diffusion d'un virus, tandis que des millions de travailleurs continuaient de s'entasser comme du bétail qu'on envoie à l'abattoir dans les transports en commun.

Bref, sur la base de ce constat, il faut être écervelé ou avoir une conception misérable de l'humanisme pour soutenir la thèse selon laquelle ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient, et avoir une morale détestable pour encore s'en remettre à ces criminels.

● [pages au format pdf](#)

PREMIERE PARTIE

Guerre des classes.

De toutes les classes, la moins digne de confiance sera toujours la petite bourgeoisie, les classes moyennes toujours prêtes à trahir ses alliés ou à se prostituer à la première occasion pour faire valoir ses intérêts auprès des classes supérieures.

Ce qui est remarquable ici comme ailleurs, c'est cette faculté qu'ont certains de se détourner soudainement de l'essentiel ou des idées dont ils se réclamaient la veille encore, avec quel aplomb, sans le moindre scrupule ou principe ils peuvent se renier ou tout simplement les oublier. C'est là qu'on s'aperçoit que la posture qu'ils avaient adoptée comportait une grande part d'hypocrisie ou tenaient en réalité davantage de l'imposture. Il vaut mieux savoir à qui on a affaire quand on prête la moindre attention aux intentions qu'ils affichent, et garder ses distances avec ces gens-là sous peine de se compromettre est fortement conseillé, c'est ce que j'ai toujours fait en connaissance de cause.

Observez comment l'esprit critique ou qui se veut non conformiste peut soudainement sombrer ou disparaître carrément, c'est une excellente leçon à retenir. Ce n'est pas moi qui donne des leçons aux lecteurs, mais la réalité, lisez.

Lu dans le blog médical auquel j'ai cessé d'envoyer des commentaires... et pour cause.

- Gérard Maudru, le 7 février 2021 : J'attends un coup de gueule de Macron influencé par Madame. Ce sera plus efficace, on n'en est pas loin.

- ANTONIN 47, le 7 février 2021 : Idéal bien entendu. Merci Ma'm Brigitte.

- BB, le 8 février 2021 : En effet, espérons que Brigitte Macron sera plus efficace qu'une potentielle calamiteuse émission d'Elise Lucet.

LVOG - On en oublierait presque qu'elle aurait pu être poursuivie pour pédophilie ou détournement de mineur, puisque Macron n'avait que 15 ans quand elle (39 ans) a eu des rapports sexuels avec lui. Colporter ce genre d'illusions malsaines dans le rejeton de Rothschild, illustre bien les limites et l'impasse politique dans laquelle se retrouvent les éléments des classes moyennes qui contestent sa politique mais refusent de l'affronter ou de rompre avec le régime, car il est là le lien qui dicte leur comportement.

Pour ne pas leur faire un procès d'intention, il faut préciser qu'ils le reconnaissent eux-mêmes la plupart du temps, alors que les dirigeants du mouvement ouvrier qui se comportent de la même manière, continuent de se présenter comme des représentants des travailleurs. Les plus

infréquentables devraient être ceux qui avancent masqués, principe que ne partagent manifestement pas la plupart des militants, hélas !

L'art du double discours. Comment participer à la psychose collective et au coronabusiness. VRP du régime et de Big Pharma

Professeur Bernard La Scola, médecin microbiologiste, virologue et directeur du laboratoire P3 à l'IHU Méditerranée Infection de Marseille, à alerter les Français, le 5 février 2021.

Il écrit:

« Tant que l'on ne sortira pas du cercle vicieux contrôle de l'épidémie = confinement strict, on continuera d'aller dans le mur. C'est la seule réponse que l'on donne et elle n'est pas bonne car pas efficace en regard de mesures beaucoup plus légères. »

Par « on », Pr La Scola entend, « le Conseil scientifique mais aussi une partie du corps médical qui fait pression sur le gouvernement. »

Il poursuit: « Ces variants, il va falloir vivre avec, donc, vivons normalement, laissons les jeunes vivre leur jeunesse. »

Il liste les mesures qu'il pense bon de prendre dans la situation actuelle du Covid-19:

« – Protégeons activement les personnes à risque (avec des masques FFP2, et l'éducation à l'hygiène des mains),

- équipons-nous massivement de système de surveillance à domicile, notamment de systèmes qui mesurent la saturation en oxygène afin de détecter les patients qui évoluent mal. »

Il existe pour cela des oxymètres pour 10 euros et des montres multifonctions indiquant la tension artérielle, l'oxygène du sang et le contrôle de la fréquence cardiaque, pour environ 40 euros.

Il continue:

« -Donnons les moyens à nos hôpitaux; notamment [visons un] accroissement des services d'urgence, la création non pas de lits de réanimation mais d'unités de soins intensifs purement covid équipées de système d'oxygénation optimim (Optiflow) et encadrées par des médecins spécifiques. »

« Le système Optiflow permet à certains patients fragiles d'éviter une intubation qui pourrait leur être fatale », écrit Le Parisien.

Il conclut:

« C'est tellement mieux d'utiliser l'argent public pour préparer notre système de santé aux vagues épidémiques qui ne manqueront pas de se succéder que de payer tous ces malheureux qui ne peuvent plus travailler (restaurateurs, tourisme, stations de ski,..) à ne rien faire. On peut espérer que les vaccins apportent un gain mais rien n'est moins sûr comme semble le montrer l'échec du vaccin AstraZeneca à protéger les patients du variant sud-africain. »

<https://www.mondialisation.ca/pr-la-scola-virologue-alerte-sur-le-confinement-et-propose-dautres-mesures-covid-19/5653504>

LVOG - Quelle sale manie de vouloir nous imposer des mesures ! Le "*confinement stricte*" est inutile, voire nuisible, mais des "*mesures beaucoup plus légères*" seraient utiles alors qu'on est en présence d'un banal virus ayant un taux de mortalité ridiculement bas.

Ces "*mesures beaucoup plus légères*" seraient destinées à près d'un tiers de la population, puisque parmi les "*personnes à risque*" figure les personnes âgées, les obèses, les diabétiques, les cancéreux, celles qui présentent des risques cardiovasculaires, celles qui sont atteintes d'autres maladies telles Alzheimer, Parkinson, qui sont atteintes de troubles psychiatriques, celles qui récupèrent d'une longue maladie, celles qui ont été hospitalisées pour diverses pathologies, etc. autant de personnes dont le système immunitaire peut présenter des faiblesses, mais qui jusqu'à présent vivaient très bien avec.

Il préconise l'achat "*d'oxymètres pour 10 euros et de montres multifonctions (...) pour environ 40 euros*" dont on se passait très bien hier encore ou l'art de créer un besoin pour l'industrie marchande, n'est-il pas comme la quasi-totalité des médecins un partisan de l'économie de marché, capitaliste, du profit avant la santé ou le bien-être de la population, après tout c'est ce qui leur permet aussi de financer leur statut privilégié.

Pour finalement manifester l'espoir que "*les vaccins apportent un gain*" sachant que ces vaccins ne seront pas plus utiles que ceux contre le virus de la grippe, bref, il apporte de l'eau au moulin des tyrans qui veulent absolument vacciner toute la population.

Dans le même registre, conditionné et enragé, Michel Collon.

Lisez, il n'a strictement rien à foutre du taux de mortalité de 0,05% ou qu'il existe des molécules pour traiter la covid-19 sans avoir à confiner qui que ce soit.

Sputniknews - Beaucoup de morts du Covid-19 «auraient pu être évitées»: Michel Collon dénonce à son tour «l'arrogance» occidentale

LVOG - Un magnifique exemple de populisme.

Sputniknews - «Pourquoi veut-on limiter la contamination et pas l'arrêter?» s'interroge-t-il. Selon lui, l'arrêt total de l'économie n'était pas envisageable pour les gouvernements occidentaux «inféodés aux intérêts économiques des multinationales». L'essayiste belge propose une autre méthode:

«On arrête tout. On arrête absolument tout. Le shutdown pendant un mois. On teste, on trace les gens, on les isole, on les aide, on les soutient... Et le reste redémarre le plus vite possible. Mais, pour que ça marche, il faut faire ce qu'a fait la Chine, ainsi que d'autres pays. On arrête tout, surtout le travail et les déplacements vers le travail.»

LVOG - Encore un qui confond ou ignore qu'il existe des virus destinés à disparaître (variole, rougeole...), tandis que d'autres mutent en permanence et ne disparaissent jamais (grippe, covid-19...). Et en bon maoïste, il cautionne la méthode policière de la milice du PCC.

Sputniknews - «On va maison par maison, écouter les gens, voir s'ils ont un problème, faire des tests pour ne pas envoyer inutilement plein de gens dans les hôpitaux, ce qui est dangereux. On met en place un suivi. [...] On adopte un accompagnement et un traçage social. C'est une dimension humaine qui manque terriblement chez nous, où beaucoup de gens sont laissés à eux-mêmes», déplore l'essayiste belge. sputniknews.com 8 février 2021

LVOG - En guise de "dimension humaine", ce serait plutôt les faussaires dans son genre qui sont "dangereux". Je rappelle qu'en Inde mon expérience des membres de la milice assistant la police

m'a valu au mois d'avril de me retrouver au poste de police, et une autre fois d'être menacé de me voir retiré mon permis de conduire, la carte grise de mon scooter et même mon véhicule, donc de me retrouver à pied bloqué dans mon village.

Au secours, Philippe Martinez ou René Belin est de retour !

Comment peut-on manquer à ce point d'esprit critique ? Comment un tel reniement est possible ? Comment peut-on être aussi sinistre et mentir avec un tel aplomb ? Comment peut-on devenir malfaisant et nuisible au reste de l'humanité ? Comment peut-on tomber à un tel degré d'abjection ? Le tout en se présentant comme un représentant des exploités et des opprimés, du socialisme. Les mots nous manquent.

Les fachos sont prêts à cautionner l'instauration d'un carnet de vaccin obligatoire, la nouvelle étoile jaune pour ceux qui y sont hostiles !

Ils accompagnent les masses à l'abattoir, un abattoir en vaut un autre : On serait tenté de dire : A bas le mouvement ouvrier, à bas la gauche et l'extrême gauche, à bas les syndicats complice du régime fasciste Macron-Castex-Véran ! Leur collusion est établie avec l'extrême-centre, la droite et l'extrême droite au côté de Macron et du Forum économique mondial.

Pas un seul travailleur ou militant ouvrier conscient que la pandémie virale est un coup d'Etat planétaire fomenté par l'oligarchie financière et dirigé contre les masses, ne peut se reconnaître dans le mouvement ouvrier tel qu'il est devenu, c'est devenu une institution ultra réactionnaire, à l'image du régime.

Je le dis aux militants qui préfèrent nier les faits, qu'ils ne se fassent absolument aucune illusion, vos combats ne serviront plus jamais notre cause dans ce cadre-là, quoi que vous espérez ou feriez ne servirait strictement à rien, hormis servir les intérêts de nos ennemis, sinon fournir un masque démocratique à un régime totalitaire, continuer à entretenir des illusions dans ce régime honni des masses. En continuant de militer dans ces syndicats et ces formations politiques sans vous opposer à leur politique réactionnaire dictée par l'oligarchie, vous cautionnez des officines qui sont au service du nouvel ordre mondial totalitaire qui est en train de se mettre en place.

Quand je lançais, il y a déjà quelques années, qu'il fallait refonder le mouvement ouvrier, qu'il fallait fonder un nouveau syndicat ouvrier sur les bases du socialisme, qu'il fallait construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire sur les bases du marxisme, cet appel demeura sans réponse hormis une poignée de militants qui y étaient favorables.

Les militants qui ont rejeté ces propositions se sont manifestement radicalisés en penchant toujours plus vers l'extrême droite. Apparemment ils ignorent ou ils feignent de ne pas savoir pour certains, que les partis fascistes dans le passé ou même le présent tenaient eux aussi un discours social très radical, y compris contre l'oligarchie financière ou les banquiers.

Ces discours ne sont que tromperie ou démagogie, quand on s'aperçoit que parallèlement sur des questions aussi déterminantes que la défense des libertés individuelles et collectives, en pratique nos dirigeants sont prêts à les brader, à les sacrifier pour sauver le régime en crise au lieu de l'affronter.

Philippe Martinez: "Il ne faut pas que la vaccination donne lieu à des discriminations" - 31 janvier 2021

<https://www.youtube.com/watch?v=4JZ27zX7SjM&feature=youtu.be>

Invité de la matinale de Public Sénat, « Bonjour chez vous », le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez est revenu sur la politique de vaccination en entreprise.

LVOG - Qu'a-t-il dit, qu'il était favorable à la vaccination de la totalité de la population, qu'il n'était pas opposé à l'instauration d'un carnet de vaccination pour pouvoir continuer à travailler notamment, bref, c'est un facho !

Sur René Belin, ministre du Travail en 1940 dans le gouvernement de Vichy. Un pur produit de la social-démocratie passée dans le camp de nos ennemis en 1914 jusqu'à nos jours.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Ren%C3%A9_Belin

- ...il s'engage dans le syndicalisme postier, militant au Syndicat national des agents des PTT, une des organisations composantes de la Fédération nationale des travailleurs des PTT. Celle-ci, lors de la scission syndicale de 1922, était majoritairement restée dans la CGT de Léon Jouhaux. L'activité syndicale de René Belin et sa participation à une grève, lui valent en mai 1930 d'être révoqué. Réintégré peu de temps après, alors qu'il venait de prendre des responsabilités nationales au Syndicat des agents, c'est dans le militantisme qu'il s'investit.

Remarqué par Léon Jouhaux, il est l'un des principaux responsables de la CGT avant la Seconde Guerre mondiale : élu en 1933 au Bureau confédéral, il devint, pour les observateurs, le « secrétaire général adjoint » de l'organisation. Il anime une tendance anticommuniste autour de l'hebdomadaire Syndicats...

Après la débâcle militaire de 1940, René Belin choisit la voie de la Révolution nationale et devient ministre du Travail de Pétain du 14 juillet 1940 au 18 avril 1942, poste qu'il cumule avec la charge de la production industrielle du 23 février 1941 au 18 juillet de la même année. Jacques Barnaud, son directeur de cabinet, rédige la loi du décembre 1940 liquidant la CGT, texte signé par Belin. (...)

À la Libération (...) Exclu des organisations auxquelles il appartenait avant guerre, il rejoint le Parti socialiste démocratique de Paul Faure et tente de relancer un syndicalisme indépendant et anticommuniste en aidant à la création de la Confédération générale des Syndicats indépendants. Lui et son adjoint Laurat jouèrent un rôle discret mais efficace dans la scission de 1947 entre la CGT et Force ouvrière. Il fonde secrètement Front syndicaliste puis La Revue syndicaliste, proche de FO. (...)

À la fin de 1950, le Parti socialiste démocratique aurait compté 6 700 adhérents et serait resté stable jusqu'en 1952. Après 1954, en revanche, des fédérations entières disparurent à cause de la réintégration à la SFIO de certains de leurs dirigeants et militants, ou de leur décès.

L'influence du PSD était non négligeable dans le mouvement syndical. Certains militants du PSD participèrent à la création de Force ouvrière (FO). (...) wikipedia.org

LVOG - Plutôt le fascisme que le socialisme ou le communisme, voilà ce que cela signifie sur le plan politique.

Si vous vous demandiez encore d'où tout cela pouvait provenir, suivez le guide en allant sur le portail du Forum économique mondial, vous aurez la réponse. Ils ont tout pensé ou prévu,

organisé, ils ont distribué les rôles et écrit le scénario qu'ils allaient nous imposer dès que leur machination serait prête à être lancée.

Il faut que la population soit pour ainsi dire en guerre civile, et pour y arriver ils vont manipuler tout ce qui distingue les hommes entre eux, non pas pour réintégrer leur nature ou pour se la réapproprier, mais plutôt pour s'y opposer et créer des rapports conflictuels, de manière à arriver à une bagarre générale entre toutes les couches ou catégories de la société dans toutes les classes, pendant que ceux qui sont aux commandes gouvernent et légifèrent, oppriment, répriment, tabassent, torturent, assassinent.

Chaque fois qu'ils mettent une communauté en avant, vous être assuré qu'elle va en prendre plein la gueule, c'est voulu, ils prennent leur pied ces sadiques. Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable. Comment croire un instant que les esclavagistes seraient aux petits soins avec ceux qu'ils exploitent et oppriment ? Il faut être félé pour participer à une de leurs opérations. C'est simple, vous supprimez l'exploitation de l'homme par l'hommes, et toutes les discriminations disparaissent.

En complément.

- France. Des médecins scolaires demandent la fermeture des établissements pour 4 semaines - euronews 8 février 2021

"Deux semaines de vacances d'hiver ne suffiront pas à diminuer l'incidence de la pandémie", alors que "les élèves sont des maillons actifs de la chaîne de transmission", souligne le syndicat SNMSU-UNSA éducation dans un communiqué adressé au gouvernement. euronews 8 février 2021

Complément. Je vous propose un exercice d'humanisme offert par les négriers des temps modernes et plébiscité par la gauche et l'extrême gauche (POI, POID, NPA, LO, etc.).

Forum économique mondial, rubrique : Racisme et injustice raciale.

<https://fr.weforum.org/focus/racisme-et-injustice-raciale>

- Après les manifestations pour George Floyd, quelles seront les prochaines étapes en faveur de la justice raciale aux États-Unis ? - Adwoa Bagalini 03 juil. 2020

- 4 façons d'être un allié dans la lutte contre le racisme - Sarah Shakour et Madeleine Hillyer 03 juil. 2020

- Répondre à la colère - Klaus Schwab 11 juin 2020

- L'héritage de George Floyd : Voici comment les entreprises peuvent lutter contre les inégalités et promouvoir la justice - Gayle Markovitz 11 juin 2020

- Façonner le récit : Quel rôle les médias jouent-ils dans la perception publique des manifestations ? - The Conversation 11 juin 2020

- Quatre générations d'Afro-Américains débattent : la mort de George Floyd apportera-t-elle un changement ? - Thomson Reuters Foundation trust.org 12 juin 2020

- 7 façons pour les entreprises de montrer qu'elles accordent de la valeur à la vie des personnes noires - The Conversation 12 juin 2020

- Pourquoi le racisme systémique n'est pas seulement un problème américain - Thomson Reuters Foundation trust.org 10 juin 2020

- Pourquoi la Grande Réinitialisation signifie aussi lutter contre le racisme - Robin Pomeroy 06 juin 2020

- George Floyd : Comment faire face aux disparités raciales aux Etats-Unis - Project Syndicate 06 juin 2020

- Davos 2020. Ce psychologue utilise la science et les données pour combattre le racisme - Samantha Sault 24 jan. 2020

LVOG - Magnifique, non ? Tout y est, l'ultra réaction distribue la grille de lecture ou le mode d'emploi de son programme à tous les acteurs sociaux ou politiques qui seront chargés de le mettre en oeuvre. Au lieu de perdre votre temps à regarder la télévision, écouter la radio, lire des journaux ou un tas de trucs sans intérêt sur le Net, connectez-vous à la source et vous saurez ce qui vous attend si vous ne réagissez pas...

La gauche, la social-démocratie au petit soin avec la monarchie, c'est dans l'ordre des choses.

Comment la reine Elizabeth II a agi pour garder sa fortune secrète - LePoint.fr 8 février 2021

...une obscure procédure parlementaire, connue sous le nom de « Queen's Consent » (le « consentement de la reine »). Elle donne à la souveraine le pouvoir d'être sollicitée avant qu'une loi ne soit approuvée par le Parlement et oblige les ministres à l'alerter lorsqu'un projet de loi est susceptible d'affecter la Couronne.

...en novembre 1973, la monarque a missionné son avocat privé, Matthew Farrer, afin qu'il mette la pression à des fonctionnaires du ministère du Commerce et de l'Industrie. À l'époque, un projet de loi visant à empêcher les investisseurs d'acquérir secrètement des participations importantes dans des sociétés cotées en acquérant leurs actions via des sociétés-écrans était en préparation. Trois pages de correspondances révélées par The Guardian prouvent que le juriste a relayé l'objection de la reine pour cette loi.

Après quelques semaines de réflexion, le gouvernement britannique a donc proposé un compromis au monarque. Le secrétaire d'État au Commerce Geoffroy Howe a ainsi expliqué qu'il pouvait insérer une nouvelle clause dans le projet de loi, accordant au gouvernement le pouvoir d'exempter certaines entreprises de l'obligation de déclarer l'identité de leurs actionnaires. Un changement qui favoriserait les investisseurs fortunés, à savoir les chefs d'État, les gouvernements, les autorités monétaires centrales. Et donc la reine.

Il a néanmoins fallu trois ans avant que cette loi ne soit définitivement promulguée. De fait, en février 1974, le Premier ministre Edward Heath a déclenché des élections anticipées, ce qui a entraîné le rejet de toutes les lois soumises au parlement, rappelle The Guardian. Finalement, la proposition a été réactualisée par le gouvernement travailliste d'Harold Wilson et la loi promulguée en 1976. LePoint.fr 8 février 2021

LVOG - Rappel pour les amnésiques. A la même époque, dans tous les pays les trotskystes lambertistes prônaient le front unique avec la social-démocratie. Ce sont les mêmes qui aujourd'hui vous proposent des réunions sur le thème du marxisme ! Si vous remontiez plus loin en arrière, vous arriveriez au même constat. Si vous êtes cohérent et sérieux, vous pourrez en conclure qu'aucun courant politique n'avait assuré la continuité du marxisme et du socialisme après l'assassinat de Trotsky le 20 août 1940 par Ramon Mercader, un agent de Staline et Castro.

Tiens, pourquoi Castro ? Excellente question qui concerne davantage le NPA. Par hasard je suis tombé sur un article ou figurait une photo, où l'on pouvait voir Ramon Marcader et Raúl Castro bras dessus bras dessous. (Il n'y a plus de trotskystes en France par Jean Dugenêt, le 4 janvier 2021 - blog Mediapart). Au NPA (ou hier à la LCR) ils sont à la fois trotskystes et castristes, cherchez l'erreur. Il n'y en a pas, ce sont des manipulateurs dégénérés et il n'y a rien à en tirer.

Il y a des dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui valent beaucoup mieux qu'eux et qui ne sont jamais passés par ces courants politiques ou d'autres aussi pourris, pourquoi perdre son temps à essayer de discuter avec ces gens-là ? On les évoque ici parce que l'occasion s'est présentée, sinon le reste du temps je les ignore complètement, je fais comme s'il n'existait pas. Que voulez-vous qu'ils nous apportent de valable, sérieusement, que dal, absolument que dal.

Ils existent une majorité de nantis en France, ceci explique cela. Chut !

LVOG - Les ménages qui cumulent deux salaires, 13^e mois, primes et allocations diverses, ne sont pas identifiés dans leurs études, si 1 salarié sur 10 perçoit moins de 1 282 euros net par mois, cela signifie que 9 sur 10 perçoivent un salaire supérieur, en cumulé dans un ménage on approche ou dépasse 3 000 euros net par mois, et quand un des deux fait partie des 18% qui perçoivent un salaire supérieur à 3 000 euros, ils sont plus proche de 5 000 euros, donc ils peuvent vivre normalement ou même économiser une partie de leurs revenus.

Combien y a-t-il réellement de pauvres, de ménages ou de familles pauvres en France en tenant compte de la composition de chaque foyer, sans doute entre 10 et 15%, pas suffisamment pour déstabiliser le régime d'autant plus que tout le monde les ignore, à commencer par le mouvement ouvrier qui s'est toujours accommodé de ces millions de familles ouvrières pauvres, je sais de quoi je parle, j'en suis issu. Chut !

Selon une étude Insee menée en 2018 seuls 9% des Français perçoivent un salaire supérieur à 4.000 euros. - sputniknews.com 8 février 2021

Toujours selon l'étude, 56% des salariés touchent moins de 2.000 euros net par mois, dont la moitié moins de 1.871 euros, et 26% moins de 1.500 euros. Enfin, le pourcentage des salariés touchant plus de 3.000 euros est de 18%.

En outre, l'Observatoire des inégalités, organisme privé indépendant, a publié le 9 juin un rapport sur les riches en France qui marque un seuil de richesse à 3.470 euros par mois, soit le double du revenu médian de 1.735 euros, pour une seule personne.

D'après ses estimations, un peu plus de cinq millions de personnes vivent au-dessus du seuil de richesse, soit 8,2% de la population. Parmi ces fortunés figurent notamment cadres supérieurs, juristes, médecins, pharmaciens, conseillers financiers et agents immobiliers. sputniknews.com 8 février 2021

5 millions de riches en France - inegalites.fr 9 juin 2020

Cinq millions de personnes gagnent plus du double du niveau de vie médian, soit 3 470 euros pour une personne seule. Environ dix millions de personnes vivent au sein de ménages qui possèdent plus du triple du patrimoine médian, soit une fortune d'au moins 490 000 euros. En vingt ans, le niveau de vie et le patrimoine des 10 % les plus riches se sont accrus.

Selon nos estimations, un peu plus de 5 millions de personnes vivent au-dessus du seuil de richesse, seuil que nous proposons de situer au double du niveau de vie médian, soit 3 470 euros par mois après impôts, pour l'équivalent d'une personne seule. Elles représentent 8,2 % de la population. En France, les riches sont aussi nombreux que les pauvres (8 % de la population vit

avec moins de 867 euros [1]), coïncidence étonnante. C'est en tous cas l'une des conclusions inédites de nos estimations qui permettent d'avoir une vision globale de la distribution des revenus dans notre pays.

Notre seuil de richesse de 3 470 euros n'est qu'un seuil d'entrée dans le club des privilégiés. Au-delà, les chiffres s'envolent. En moyenne, les personnes situées entre les 10 % et le 1 % les plus riches ont un niveau de vie équivalent à 5 000 euros par mois avant impôts. Le 1 % le plus riche reçoit près de 15 000 euros en moyenne. Quant aux ultra-riches habitués des classements des magazines, leurs revenus dépassent un million d'euros par mois pour une poignée de « grands patrons » et de stars du football. Oui, les riches sont très riches en France, même après avoir payé leurs impôts. Ils le sont même plus qu'ailleurs en Europe : hormis la Suisse, la France est le pays où le 1 % le plus aisé a le niveau de vie le plus élevé. inegalites.fr 9 juin 2020

Insee.fr - La moitié des salariés du secteur privé perçoivent moins de 1 871 euros nets par mois en équivalent temps plein.

Un salarié sur dix gagne moins de 1 282 euros, tandis qu'un sur dix perçoit plus de 3 776 euros. Comme en 2017, les salaires augmentent un peu plus pour les mieux rémunérés. Les disparités salariales s'accroissent donc de nouveau légèrement, poursuivant une tendance débutée en 2010. insee.fr

Totalitarisme. C'était leur objectif pour justifier la censure et instaurer le ministère de la Vérité.

Avec les réseaux sociaux "il n'y a plus de règles sur ce qui est vrai et faux", déplore Barack Obama - Franceinfo 8 février 2021

L'ancien président des États-Unis prône plus de responsabilité chez les entreprises de réseaux sociaux face à ce qu'il considère comme le "plus grand danger actuel pour la démocratie".

Totalitarisme. L'endettement massif des Etats était aussi leur objectif pour justifier des coupes budgétaires et l'augmentation des impôts ou taxes.

La BCE appelée à effacer les dettes publiques : Lagarde dit "non" - euronews 8 février 2021

La présidente de la Banque centrale européenne (BCE) Christine Lagarde a jugé "inimaginable" l'annulation des dettes publiques détenues par l'institution réclamé par un groupe d'économistes pour relancer l'économie.

Le coût économique de la pandémie continue de grimper en Europe. La hausse des dépenses publiques et récession ont poussé les Etats à battre des records d'endettement.

C'est dans ce contexte qu'une centaine d'économistes ont demandé vendredi à la banque centrale européenne d'annuler une large partie des dettes publiques qu'elle détient.

Dans une lettre signée par l'économiste français Thomas Piketty, l'ancien ministre belge Paul Magnette ou encore l'ex-commissaire européen hongrois Andor Lazlo, ils estiment que "la BCE pourrait immédiatement donner aux nations européennes les moyens d'une reprise verte, et de soigner les dégâts sociaux, culturels et économiques engendrés par la crise sanitaire dévastatrice du Covid-19".

"Pas la meilleure idée pour favoriser l'unité"

Mais certains eurodéputés sont inquiets des divisions que cela pourrait créer. C'est le cas du Belge Philippe Lamberts, co-président du groupe parlementaire Les Verts.

"Je comprends qu'il y ait beaucoup de critiques au sujet des statuts de la BCE et des limites de nos traités. Mais je ne pense pas que ce soit le bon débat à avoir, sachant que nous avons récemment fait des avancées en matière d'emprunts pour financer le plan de relance européen. Agiter le drapeau rouge de l'annulation de la dette n'est peut-être pas la meilleure idée pour favoriser l'unité des dirigeants européens si l'on veut passer à l'étape suivante", a déclaré sur Euronews M. Lamberts.

La présidente de la BCE Christine Lagarde a aussi fait connaître son désaccord aux meures préconisées par le groupe d'économistes. La reprise économique doit se concentrer sur les investissements, a-t-elle dit devant le Parlement européen :

"Si le soutien budgétaire est crucial à ce stade, il doit être ciblé et axé sur les mesures les plus propices à la croissance économique. Dans ce contexte, le plan "Next Generation EU" devrait être mis en oeuvre de manière à ce que l'UE et tous les États membres sortent de la crise avec des structures économiques plus solides et une cohésion renforcée", a estimé Christine Lagarde.

Si la BCE peut techniquement annuler les dettes qu'elle détient, c'est un choix légal et politique risqué. Et bien que l'idée fasse son chemin, elle est loin d'être de faire l'unanimité.

L'institution table pour 2021 sur une croissance dans la zone euro autour de 4 %, après la baisse de 6,5 % l'an dernier. euronews 8 février 2021

DEUXIEME PARTIE

Vidéo.

Ni dernier de la classe, ni girouette - IHU Méditerranée-Infection 9 février 2021

https://www.youtube.com/watch?v=wjgZOG8wkF0&feature=emb_title

Ceci n'est pas un complot - 6 février 2021

<https://www.youtube.com/watch?v=w6zGkTOq6qs&feature=youtu.be&fbclid=IwAR2H5ETIID4mGSNX1CB7gqtV3xOYa9GOob-BkoqC8xbYScl2FVfZNqkeHtE>

Parole d'internaute

- "Tout est sous nos yeux, comme dans la Lettre volée d'Edgar Poe.

Pour démonter les adversaires, il suffirait de mettre bout à bout leurs titres, leurs articles et leurs vidéos : quand on regarde, même rapidement, le passé, les titres universitaires des décodeurs et leurs articles, et les articles, vidéos et tweets des Pfeiffer-Smadja, Lina, Malvy, Coslagliola et les propositions thérapeutiques des Lacombe, Caumes, Yazdanpanah et autres Tattevin depuis le patient « zéro » le 22 janvier 2020 (y compris sur Pub Med, Ah le plasma sanguin, si commode d'utilisation en phase précoce !), les choses parlent d'elles-mêmes : conflits d'intérêts (chez Costagliola, c'est long comme le bras), contradictions, mensonges, masques déconseillés et promotion du Remdésivir à la veille de son désaveu par l'OMS, abandon des essais sur l'HCQ au lendemain du scandale du Lancet, tout y est... Si j'avais le temps, je ferais volontiers la collation

de ces inepties criminelles moi-même. Je suis sidérée qu'aucun journaliste d'investigation ne s'y colle. On parle d'1 milliard d'euros d'achat de Remdésivir par la Commission européenne tout de même... (Une arnaque à 1 milliard d'euros entre mafieux. - LVOG)

Merci encore à vous, M. Maudrux, de nous informer sur les avancées de l'Ivermectine en France et à l'étranger. La vérité de fait (Hannah Arendt) fera son chemin, mais combien de morts évitables et de séquelles inutiles, combien de douleurs dans les familles, combien de dégâts économiques, c'est-à-dire humains, d'ici là ?

Comment faire pour faire sauter les verrous ? Même des médias supposés alternatifs comme Médiapart ou Le Média emboîtent le pas...

Je ne comprends pas ce qui se passe. A supposer que les médecins favorables à des prises en charge précoces soient de doux rêveurs (ce que je ne crois pas, il y a des preuves scientifiques), pourquoi cet acharnement, pourquoi ces invectives qui vont de complotistes à « populistes » médicaux (si, si, ...), à trumpistes, à charlatans, pourquoi interdire avec tant de véhémence ?

Voir Piarroux sur Thinkerview, qui défend sa méthode Covisan d'équipes volantes pour prendre en charge les malades (je sais qu'ils donnent au moins des anticoagulants dans les cas nécessaires), mais dénonce violemment la stratégie de la fondation Gates pour créer un marché des vaccins :

<https://www.bing.com/videos/search?q=thinkerview+piarroux&&view=detail&mid=F73926F48A90C908A042F73926F48A90C908A042&&FORM=VRDGAR&ru=%2Fvideos%2Fsearch%3Fq%3Dthinkerview%2Bpiarroux%26FORM%3DHDRSC4>

A la fin des fins, je ne comprends pas, tout de même, ne croyant pas au complot. De malheureuses causes multifactorielles, parmi lesquelles le suivisme et le conformisme ne seraient pas les moindres ?"

LVOG - Vous êtes très très loin du compte. Quand on ne croit pas on complot, forcément on ne comprend rien, il le dit lui même. Pour nous, là où il y a complot c'est uniquement dans la manière dont ceux qui gouvernent et détiennent le pouvoir présentent la situation, puisque tout le monde ignore précisément ce qu'ils ont planifié et vont tenter de nous imposer dans les mois ou années à venir.

En revanche, ce que l'on sait avec certitude, c'est qu'ils n'auraient pas monté cette machination si le capitalisme n'était pas au bout du rouleau. Autrement dit, pour mettre un terme à cette situation insupportable du point de vue des intérêts des masses exploitées et opprimées, l'abolition du capitalisme et ses institutions s'impose comme une nécessité politique impérieuse, urgente, immédiate, sans réserves ou conditions. Et dès lors qu'on refuse ce constat ou cette perspective politique, il ne reste plus qu'à se laisser influencé par des théories du complot délirantes ou inévitablement, on ne va rien comprendre à la situation.

Ces vaccins inutiles, qui rendent malade ou qui tuent.

L'Afrique du Sud suspend l'utilisation du vaccin d'AstraZeneca à cause de son manque d'efficacité - sputniknews.com 8 février 2021

Le gouvernement sud-africain a annoncé qu'il suspendait l'utilisation du vaccin contre le coronavirus développé par AstraZeneca, après que des données ont montré qu'il était peu efficace pour prévenir les infections causées par le principal variant détecté dans le pays.

L'Afrique du Sud a suspendu temporairement le 7 février son programme de vaccination contre le Covid-19, qui devait démarrer dans les prochains jours.

Le ministre de la Santé, Zweli Mkhize, a déclaré que le gouvernement attendait les recommandations des scientifiques sur la marche à suivre pour les vaccinations.

Avant la circulation du variant plus contagieux du coronavirus, le vaccin développé par AstraZeneca était donné efficace dans 75% des cas. Des études ont montré toutefois qu'il limitait peu les symptômes légers de la maladie.

Le laboratoire a indiqué samedi 6 février que son vaccin semblait protéger contre les formes les plus graves de la maladie. Il a fait savoir qu'il avait déjà commencé à adapter son vaccin au variant sud-africain.

L'Afrique du Sud espère vacciner 40 millions de personnes, soit les deux tiers de sa population, mais n'a pas encore débuté sa campagne de vaccination. Elle espérait pouvoir administrer lundi des doses du vaccin AstraZeneca au personnel de santé; au lieu de cela, les premières vaccinations devraient avoir lieu dans les prochaines semaines, avec les vaccins de Johnson & Johnson et de Pfizer-BioNTech. sputniknews.com 8 février 2021

Selon Véran, le vaccin AstraZeneca protège contre "au moins 99% des souches qui circulent" en France - BFMTV 8 février 2021

Des producteurs de vaccins dans le comité 'indépendant' d'évaluation des vaccins Covid-19 - childrehealthdefense.eu 27 janvier 2021

Dans le cadre de la « Stratégie de l'Union européenne concernant les vaccins contre la COVID-19 », la Belgique s'est déjà engagée pour l'achat anticipé de deux vaccins, celui d'AstraZeneca (décision en août 2020) et celui de Janssen Pharmaceutica (décision en octobre 2020) en attendant d'autres vaccins prochainement. Ces engagements entérinés par le gouvernement belge s'établissent sur base des évaluations positives établies par l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS) dont un comité a été chargé d'examiner les dossiers des candidats vaccins. Selon le site officiel de l'AFMPS, ce comité est composé d'experts qui « n'ont aucun conflit d'intérêt et sont tenus au secret.

Afin de garantir l'indépendance de ses membres, la composition de ce comité ne sera pas divulguée avant la fin de ses travaux. »

Pourtant, dans le journal télévisé du 19 août 2020 de la chaîne de télévision belge RTL, le professeur Michel Goldman a été interviewé et présenté explicitement comme étant l'un des membres de ce comité. Or, sur le site officiel de la « AstraZeneca Foundation » (dernière consultation le 9 novembre 2020), Michel Goldman est désigné comme président du board de cette fondation dont la raison d'être consiste à protéger et véhiculer les intérêts de la firme biotechnologique AstraZeneca. Dans ce board apparaît aussi le nom du professeur Lieven Annemans qui est membre de la Cellule d'évaluation fédérale (CELEVAL) qui conseille le gouvernement belge pour décider des mesures étatiques liées à la pandémie du covid-19.

Des conflits d'intérêts similaires ont déjà été repérés dans d'autres pays en rapport avec la pandémie du covid-19. Par exemple, en France, plusieurs membres (dont le président Christian Chidiac) de la commission publique chargée d'orienter les mesures étatiques contre la pandémie ont des conflits d'intérêts avec l'industrie biotechnologique.

De même, aux USA, les liens de Moncef Slaoui avec l'industrie biotechnologique sont patents.

Des conflits semblables concernent probablement encore d'autres protagonistes qui occupent des fonctions similaires à celles de Michel Goldman, Lieven Annemans, Christian Chidiac ou Moncef Slaoui dans d'autres pays et institutions.

Ainsi, de même que le gouvernement belge délègue l'évaluation des contrats d'achat des vaccins à un comité d'experts, de même la Commission européenne délègue son pouvoir de négociation de ces contrats à un « comité de pilotage » et à une « équipe conjointe ». Les membres de ce comité et de cette équipe sont inconnus et travaillent dans le secret, et cette opacité est revendiquée par la Commission dans des termes qui résonnent avec ceux de la déclaration fallacieuse de l'AFMPS citée ci-dessus et qui ne garantissent donc nullement l'impartialité de ces personnes.

En ce qui concerne la Belgique, le réseau d'influence de la « AstraZeneca Foundation » se laisse entrevoir aussi par les quelques liens tissés avec le FNRS et l'Académie Royale de Médecine de Belgique : « Depuis sa création, AstraZeneca Foundation a déjà consacré plus de cinq millions d'euros au soutien de la recherche en Belgique. » childrenshealthdefense.eu 27 janvier 2021

Quand il n'y a pas de justifications scientifiques pour légitimer leurs mesures totalitaires, ils les fabriquent ou en achètent.

Le ministère de l'Intérieur allemand aurait engagé des scientifiques pour justifier ses mesures contre le Covid - sputniknews.com 8 février 2021

Afin de justifier la mise en application de mesures strictes dans la lutte contre la pandémie en Allemagne, le ministère de l'Intérieur aurait demandé à des scientifiques de mettre en avant un modèle alarmiste sur lequel les autorités pourraient se baser, relate Welt Am Sonntag se référant à la correspondance qu'il a pu obtenir.

D'après Welt Am Sonntag, les chercheurs ont travaillé en collaboration avec le ministère et, en l'espace de quatre jours, ont rédigé un rapport dit secret. Ce document a été par la suite envoyé à différents médias pour qu'y soient diffusées ces informations élaborées.

Les scientifiques ont annoncé «le pire scénario», selon lequel ils ont estimé que plus d'un million de personnes en Allemagne pourraient mourir des suites du nouveau coronavirus si la vie sociale n'est pas limitée par des mesures rigoureuses. sputniknews.com 8 février 2021

LVOG - Il leur suffisait de copier ou d'adapter les mesures contenues dans le manuel édité par le Forum économique mondial, la Fondation Rockefeller, Gavi ou Bill Gates.

TROISIEME PARTIE

POLITIQUE

Birmanie

Birmanie: gigantesques manifestations contre le coup d'État, une fronde inédite depuis 2007 - BFMTV 8 février 2021

La télévision d'État birmane a fait planer ce lundi pour la première fois la menace d'"actions" contre les contestataires alors que des foules massives manifestaient pour la troisième journée consécutive en Birmanie contre le coup d'État qui a renversé Aung San Suu Kyi.

"Des actions doivent être prises conformément à la loi (...) contre les infractions qui troublent, empêchent et détruisent la stabilité de l'État, la sécurité publique et l'État de droit", a fait savoir la chaîne MRTV, contrôlée par l'État.

Il s'agit du premier avertissement lancé par les autorités depuis le début des manifestations samedi dans le pays, où la fronde grandit. Ce lundi, plusieurs centaines de milliers de personnes, d'après diverses estimations, étaient rassemblées à Rangoun, la capitale économique.

"Nous n'allons pas travailler même si notre salaire va baisser", a déclaré à l'AFP Hnin Thazin, salariée dans une usine de confection, répondant à l'appel à la grève générale lancé par les contestataires. "Je ne veux pas de la dictature."

D'autres ouvriers ont rejoint le mouvement ainsi que des moines en robe safran, des avocats, des étudiants, et des infirmières agitant des drapeaux rouges aux couleurs de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti d'Aung San Suu Kyi, détenue au secret depuis ce lundi.

"Libérez nos dirigeants", "respectez nos votes", "rejetez le coup d'État", pouvait-on lire sur des banderoles.

"Avant nous vivions dans la crainte, mais nous avons eu un gouvernement démocratique pendant cinq ans. Nous n'avons plus peur. On ne se laissera pas faire", a lancé Kyaw Zin Tun, ingénieur de 29 ans.

Un appel à "la grève générale"

Des manifestations se tenaient également dans de nombreuses autres villes du pays, beaucoup d'habitants défilant sur leurs deux-roues dans un concert de klaxons, comme à Tangû à 300 kilomètres au nord de Rangoun.

A NayPyidaw, la capitale, les forces de l'ordre ont fait usage de canons à eau contre des manifestants, selon des journalistes de l'AFP. Deux personnes ont été blessées, d'après cette source, tandis que des images diffusées sur les réseaux sociaux montraient deux protestataires à terre après avoir été visés par les canons. Dimanche, les manifestations se sont déroulées sans incident majeur.

"Révolution lundi dans tout le pays contre la dictature", avaient lancé les protestataires, appelant à "la grève générale".

Des dizaines de fonctionnaires avaient déjà cessé le travail la semaine dernière, en signe de protestation. Ce vent de contestation est inédit en Birmanie depuis le soulèvement populaire de 2007, violemment réprimé par l'armée.

Quel est le but exact des manifestants, s'interroge Soe Myint Aung, analyste au centre de recherche indépendante de Rangoun. "Revenir au fragile équilibre entre gouvernement civil et militaires d'avant les législatives de novembre 2020 ou cette fois totalement chasser l'armée du pouvoir?"

Un accès à Facebook restreint

Les généraux putschistes ont mis fin le 1er février à une fragile transition démocratique, en instaurant l'état d'urgence pour un an et en arrêtant Aung San Suu Kyi ainsi que d'autres dirigeants de la LND. Depuis, plus de 150 personnes - députés, responsables locaux, activistes - ont été interpellées et sont toujours en détention, selon l'AAPP.

Les connexions internet ont été partiellement rétablies dimanche après avoir été très perturbées pendant 24 heures. Les données mobiles ont aussi été restaurées, a fait savoir le Norvégien Telnor, l'un des principaux fournisseurs d'accès du pays.

L'accès à Facebook, outil de communication pour des millions de Birmans, restait en revanche restreint ce lundi. Beaucoup détournaient la censure en utilisant des VPN, outils qui permettent de contourner les restrictions géographiques.

Les évènements restaient au cœur de l'agenda international. Le pape François a exprimé dimanche sa "solidarité avec le peuple birman" et exhorté l'armée à oeuvrer en faveur d'une "coexistence démocratique".

Quelques jours plus tôt, l'ONU avait appelé à la libération des détenus mais n'avait pas condamné formellement le coup d'État dans sa déclaration commune, Pékin et Moscou, soutiens traditionnels de l'armée birmane aux Nations Unies, s'opposant à cette formulation. Les États-Unis et l'Union européenne font de leurs côtés planer la menace de sanctions. BFMTV 8 février 2021

Équateur

Équateur : l'indigène Perez rejoint finalement le socialiste Arauz au second tour - LePoint.fr 8 février 2021

L'économiste socialiste Andres Arauz, dauphin de l'ex-président Rafael Correa, figure de la gauche latino-américaine, était en tête du premier tour des élections en Équateur dimanche 7 février, mais devra en affronter un second le 11 avril, selon une projection officielle. Arauz, 36 ans, candidat de la coalition Union pour l'espérance (Unes), a obtenu 31,5 %, suivi de l'avocat de gauche Yaku Perez, 51 ans, du parti Pachakutik, à 20,04 %, premier indigène à parvenir aussi loin à une présidentielle, dans ce pays en crise économique, aggravée par la pandémie du Covid-19 qui l'a sévèrement touché.

Mais l'ex-banquier conservateur Guillermo Lasso, 65 ans, du mouvement Créer des opportunités (Creo, droite), qui se présente pour la troisième fois à la présidentielle et que enquêtes de sortie des urnes comme sondages donnaient second, n'est pas loin derrière avec 19,97 %, selon le Conseil national électoral (CNE).

Quelque 13,1 millions d'électeurs étaient appelés à choisir entre 16 candidats, un record. Pour l'emporter au premier tour, le gagnant devait engranger la moitié des voix plus une, ou au moins 40 % avec dix points d'avance sur le suivant.

Des politologues, tel Simon Pachano, de la Faculté latino-américaine de sciences sociales (Flacso), avaient avancé que Perez pouvait réserver une « surprise ». « Le peuple nous a donné son soutien, et cela a été plus que démontré dans les résultats officiels », a-t-il déclaré dimanche soir, en appelant à une veillée devant le CNE pour que « la décision des Équatoriens soit respectée ».

De gauche mais opposé au corréisme, il bénéficie de la popularité du soulèvement social de 2019. Déclenchée par une hausse des prix des carburants dans le cadre d'une aide du Fonds monétaire international (FMI), la révolte s'était soldée par 11 morts, 1 340 blessés et avait fait vaciller le gouvernement. Perez unit le vote des autochtones « à celui de la gauche non corréiste et d'autres secteurs comme les jeunes », a précisé à l'Agence France-Presse Simon Pachano.

Les électeurs devaient aussi désigner les 137 députés du parlement monocaméral. Du fait de la fragmentation des forces politiques, le prochain gouvernement ne devrait pas y détenir de majorité. « Quel que soit le vainqueur, il aura un mandat fragile », devra « chercher des consensus », selon le politologue Esteban Nichols, de l'Université andine Simon Bolivar. LePoint.fr 8 février 2021